



Délibération n°2017-79

Date de la convocation : 21/03/2017

Nombre de conseillers en exercice : 35

Nombre de conseillers présents : 28

Nombre de conseillers votants : 27

- dont « pour » : 27

- dont « contre » : 0

- « abstention » : 0

Objet : ARRET PROJET DE LA REVISION DU PLU DE LA COMMUNE D'HASTINGUES

Le lundi 27 Mars 2017 à 18h45

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, à Misson, salle des Conseillers, sous la présidence de Monsieur Pierre Ducarre, Président en exercice :

Commune	Nom et Prénom	P r é s e n t	Suppléé par	Procuration donnée à	A b s e n t	R e c u s é
BÉLUS	DUFAU DANIEL	X				
CAGNOTTE	BACHERE ROBERT	X				
CAUNEILLE	DAMIANI CHRISTIAN	X				
ESTIBEAUX	BEROT DANIELE	X				
GAAS	LESCOUTE JEAN-MARC	X				
HABAS	DUPRE HENRIETTE	X				
HABAS	LATASTE JEAN-FRANCOIS	X				
HASTINGUES	DUCHARRE PIERRE	X				
LABATUT	DUPONT BERNARD					X
LABATUT	GASSIE JEAN-YVES					X
MIMBASTE	LESCLAUZES MICHEL			PAYEN G		X
MIMBASTE	PAYEN GERARD	X				
MISSON	MAGESCAS BERNARD			LESCOUTE J-M		X
MOUSCARDES	DIZABEAU JEAN	X				
OYREGAVE	LASSERRE SERGE	X				
ORIST	LAHILLADE FRANCIS	X				
ORTHEVIELLE	MOUSTIE DIDIER		FORTASSIER C			
OSSAGES	MARCOS FREDERIC	X				
PEY	DUCAMP ROLAND	X				
PEYREHORADE	CAILLETON ISABELLE	X				
PEYREHORADE	DAVERAT MICHEL	X				
PEYREHORADE	DUPONT BEAUVAIS ISABELLE	X				
PEYREHORADE	SAKELLARIDES DIDIER			DUPONT BEAUVAIS I.		X
PEYREHORADE	TRILLES MONIQUE	X				
PORT-DE-LANNE	CAPIN MICHEL		BRETHOUS V.			
POUILLON	DESCAZEUX HENRI	X				
POUILLON	MARQUIER JEAN-RAYMOND	X				
POUILLON	SIBERCHICOT MARIE-JOSEE	X				
POUILLON	VILHEM PATRICK	X				
SAINT-CRICQ-DU-GAVE	ETCHEBERTS THIERRY	X				
SAINT-ÉTIENNE-D'ORTHE	DISCAZAUX SOPHIE	X				
SAINT-LON-LES-MINES	BOULAIN ANNIE			GUILLOTT.		X
SAINT-LON-LES-MINES	GUILLOT THIERRY	X				
SORDE-L'ABBAYE	LESCASTREYRES MARIE-MADELEINE	X				
TILH	DARRASPEN JEAN					X
Secrétaire de séance			BACHERE Robert			



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L153-14, L103-2 et R153-3;

Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement l'article L153-9 qui stipule que « *L'établissement Public de coopération Intercommunale peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Il se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée.* »;

Vu les dispositions de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme renoué, et notamment son article 136 ;

Vu la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre I^{er} du Code de l'Urbanisme ;

Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I^{er} du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération de la commune d'Hastingues du 14 mars 2011 prescrivant l'élaboration du PLU communal, fixant les objectifs ainsi que les modalités de concertation.

Vu le débat organisé au sein du Conseil Municipal de la commune d'Hastingues sur les Orientations générales du PADD du 13 juin 2012.

Vu la réunion publique d'information à destination des habitants organisée le 20 mars 2013

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 27 mars 2017 présentant l'ensemble des propositions, informations, affichages et réunion publique, qui a été réalisé dans le cadre de la concertation, et le bilan de la concertation qui en a été établi.

Vu l'arrêté préfectoral PR/DAECL/2016/n°743 du 2 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans issue de la fusion de la Communauté de communes de Pouillon et de la Communauté de communes du Pays d'Orthe au 1^{er} janvier 2017 ;

Vu la délibération n°2016-10 du conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Orthe du 19 janvier 2016 actant la poursuite des procédures d'urbanisme en cours des communes de Hastingues, Labatut, Saint Lon Les mines ;

Vu la délibération du 20 janvier 2013 n°2016/03 du conseil municipal de la commune d'Hastingues demandant à la Communauté de communes du Pays d'Orthe de continuer la procédure de PLU.

Vu la délibération n°2016-177 du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Orthe en date du 13 décembre 2016 relative à la poursuite de la procédure d'élaboration du PLUI et des PLU des communes dans le cadre de la nouvelle communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

Vu la délibération n°2017-22 du conseil communautaire de la Communauté de communes du pays d'Orthe et Arrigans en date du 24 janvier 2017 relative à la poursuite de la procédure d'élaboration des PLU communaux dont celui d'Hastingues,

Vu les différentes pièces composant le projet de PLU, le rapport de Présentation, le PADD, le règlement écrit, le règlement graphique, les OAP et les annexes conformément au code de l'urbanisme.

CONSIDERANT que la nouvelle intercommunalité est compétente en matière d'urbanisme du fait du transfert automatique de compétence obligatoire ainsi que de l'inscription de la compétence obligatoire « Plan Local d'Urbanisme » dans les statuts de la nouvelle communauté de communes.

CONSIDERANT que les deux anciennes communautés de communes du Pays d'Orthe et de Pouillon ont demandé à la future intercommunalité, par délibération, de reprendre l'ensemble des procédures d'urbanisme, les deux PLUI mais aussi les révisions, élaboration et modification simplifiée des PLU communaux ;

CONSIDERANT que le projet de Plan Local d'Urbanisme est prêt à être transmis à l'ensemble des Personnes Publiques Associées et Consultées, conformément au code de l'urbanisme.

Monsieur le Président rappelle les dispositions issues des lois susvisées qui ont conduit la commune de Hastingues à prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme par délibération du 14 mars 2011 et rappelle les raisons :



- Se donner un cadre opérationnel pour mettre en œuvre le projet de développement communal
- De mettre en œuvre de nouvelles possibilités d'urbanisation dans le bourg, sa périphérie et dans les secteurs d'habitats groupés,
- De favoriser la protection patrimoniale de la Bastide,
- De favoriser le maintien et l'arrivée de nouveaux habitants,
- De favoriser l'activité artisanale et touristique
- D'assurer la protection de l'activité agricole

Monsieur le Président rappelle que la concertation a été menée tout au long de la procédure de PLU conformément aux modalités fixées par la délibération de prescription. Une délibération distincte est prise dans un souci de lisibilité afin de tirer le bilan cette concertation. Elle précède la présente.

Monsieur le Président rappelle qu'un débat a eu lieu au sein du conseil municipal le 13 juin 2012 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

Monsieur le Président rappelle que ses objectifs ont été ensuite traduit réglementairement dans le document d'urbanisme avec la mise en place d'un règlement écrit, d'un règlement graphique reprenant la zone A, N U ou AU et des Orientation d'Aménagement et de Programmation.

Monsieur le Président rappelle que le PLU a été élaboré en respectant les prescriptions du SCoT du Pays d'Orthe.

Après avoir entendu la présentation par Monsieur le Président des grandes lignes du PLU et en avoir débattu, **à 0 abstentions et 27 voix pour** (Mr le Président ne participant pas au vote en tant que Maire d'Hastingues),

le Conseil communautaire :

- " **ARRETE LE PROJET DE PLU DE LA COMMUNE D'HASTINGUES TEL QU'IL EST ANNEXE A LA PRESENTE DELIBERATION**
- " **DECIDE DE SOUMETTRE LE PROJET ARRETE POUR AVIS A L'ENSEMBLE DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET CONSULTEES PENDANT UNE DUREE DE TROIS MOIS.**

Conformément à l'article L153-19 du code de l'urbanisme, le dossier du projet de PLU tel qu'arrêté par le conseil communautaire, est tenu à la disposition du public.

Conformément à l'article R153-3 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie et au siège de la communauté de communes pendant un mois

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Président,
Pierre DUCARRE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire compte tenu

De la transmission électronique du 7/4/2017

N° 040 - 200069417 - 20170327 - 20170327 - 79 - BF

Et de l'affichage le 11/04/17

Le Président
Pierre DUCARRE

